

l'objet d'un crédit; c'est pourquoi nous ne le faisons que sur ordre du gouvernement et c'est alors lui qui court le risque. Je dois ajouter qu'on nous a toujours payé les centaines de millions de dollars de blé que nous avons vendus.

Le sénateur Hays: Cela représente beaucoup de nourriture.

M. Aitken: Oui.

Le sénateur Laing: Quelle est la répartition entre le bloc de l'Est et celui de l'Ouest? Quel profit faisons-nous en Europe orientale?

M. Aitken: Dans les pays de l'Est?

Le sénateur Laing: Oui, ceux-là seulement. Serait-ce 10 p. 100.

M. Aitken: Globalement?

Le sénateur Laing: Oui.

M. Aitken: En ce qui concerne le financement des biens d'équipement, nous en avons financé en gros pour un milliard de dollars: 77 millions à la Yougoslavie et seulement 5½ millions à la Russie. Nous avons réalisé 80 millions de dollars sur 1 milliard, soit un peu moins de 10 p. 100.

Le sénateur Flynn: Ce sont là les deux seuls pays?

M. Aitken: Non, nous avons aussi fait quelque chose en Roumanie.

Le sénateur Laing: Et la Bulgarie?

M. Aitken: Non. Pour la Roumanie, il s'agissait de 5 millions de dollars: une unité de recyclage chimique de 2 millions de dollars et un tunnel trisonique pour leur industrie aéronautique d'une valeur de 3 millions de dollars.

Le sénateur Flynn: Et la Tchécoslovaquie?

M. Aitken: Nous transigeons actuellement une affaire avec la Tchécoslovaquie. Bien sûr, nous lui assurons chaque jour des exportations, mais nous n'avons jamais rien financé jusqu'ici. Nous sommes disposés à le faire; nous croyons que son crédit est bon. Elle paie bien.

Le sénateur Laing: Vous avez parlé de nos commerçants à l'étranger. Dans l'ensemble, je serais d'accord avec vous; je crois qu'ils sont en majorité très remarquables, mais dans ces pays de l'Est, nous faisons tout de l'extérieur, n'est-ce pas: nous n'y avons pas d'agents.

M. Aitken: Nous avons un bureau à Prague, un à Moscou et un à Varsovie.

Le sénateur Laing: Pour le commerce?

M. Aitken: Oui, monsieur.

Le sénateur Laing: Je ne crois pas qu'il ait la même valeur que l'autre groupe.

M. Aitken: Naturellement, c'est un secteur difficile.

Le sénateur Laing: Oui, en effet.

M. Aitken: Vous ne traitez pas avec des acheteurs privés puisque vous êtes en Amérique du Sud ou en Europe.

Le sénateur Laing: Il y aura probablement une explosion dans ce secteur. Sommes-nous prêts? C'est la question que je me pose.

M. Aitken: Nous avons des hommes de grande valeur dans notre service étranger et je pense que le ministère de l'Industrie et du Commerce a la situation bien en main.

Le sénateur Laing: Avez-vous fait des échanges au cours de ces transactions?

M. Aitken: Si je comprends bien, la politique officielle du gouvernement veut qu'on ne participe pas officiellement à des arrangements d'échanges. Cela ne signifie pas que le gouvernement n'aidera pas une entreprise privée qui participae à une transaction de ce genre, qui fait des échanges et ainsi de suite. Nous avons de nombreux hommes d'affaires qui font de telles transactions. Il est à espérer qu'ils s'occuperont de leurs affaires d'abord afin de se protéger. Souvent des gens viennent nous trouver en disant: «Nous voulons vendre des pommes au Brésil et nous prendrons des oranges en retour. Voulez-vous nous assurer?» Je dis, «Pourquoi n'obtenez-vous pas les oranges d'abord, ensuite vous leur ferez parvenir les pommes?»

Le sénateur Laing: Peut-on s'occuper au gouvernement de ce genre de situation?

M. Aitken: La politique officielle du gouvernement est de ne pas faire d'échanges parce qu'après tout, si le Brésil peut nous vendre des oranges et que nous pouvons leur vendre des pommes, il n'y a pas de raison de ne pas payer les oranges comptant et qu'ils ne nous paient pas les pommes comptant; c'est pour cela que l'argent existe; on procède ainsi au lieu de leur demander de nous faire parvenir des oranges pour leur expédier ensuite des pommes. Certes, je ne crois pas aux échanges. L'argent existe pour qu'on paie les choses comptant, pour qu'on obtienne de l'argent comptant. Ensuite vous avez de l'argent comptant, vous achetez à quelqu'un et vous payez comptant.

Le sénateur Laing: Cet arrangement prévu entre les États-Unis et l'U.R.S.S. en est un d'échange mais on sous-louera aux vendeurs au détail aux États-Unis et tous seront de l'entreprise privée.

M. Aitken: Et ils payeront comptant.

Le sénateur Laing: Oui, mais pour un bien vendu.

M. Aitken: Aux États-Unis, il est difficile de procéder ainsi parce qu'il n'existe pas d'entreprises commerciales de l'État. Je pense qu'il y aura là une bonne intention qui pourra peut-être permettre de faire des affaires. Mais le gouvernement des États-Unis ne peut pas dire aux importateurs privés, «Vous devez acheter ceci ou cela.» Le gouvernement canadien ne peut pas non plus le dire. C'est pourquoi nous ne nous occupons pas d'échanges. Par exemple, si les Polonais nous achètent du blé et disent au gouvernement canadien, «Nous voulons que vous achetiez du jambon;» nous disons, «Vous avez notre bénédiction, vendez votre jambon.» Nous possédons l'un des marchés les plus ouverts du monde, mais le gouvernement canadien ne peut acheter leur jambon et ne peut dire à qui que ce soit de l'acheter.

Le sénateur Laing: Mais vous trouvez quelqu'un qui veut du jambon.